

Liberté pour les militants et les responsables catalans élus ! Halte à la persécution judiciaire !

Cher(e)s camarades,

Nous nous adressons à tous les militants et les responsables ouvriers qui dans toute l'Europe suivent avec incrédulité les événements d'Espagne pour vous inviter à prendre part à cette exigence.

Nous sommes des militants ouvriers issus de tous les peuples de l'État espagnol (de Madrid, d'Andalousie, du Pays Basque, de Valence, de la Catalogne, etc.). Nous avons des opinions personnelles sur les événements de Catalogne et même sur le droit à décider du peuple catalan, mais tous et toutes, nous défendons les droits démocratiques et c'est pourquoi nous exigeons la liberté immédiate de tous les militants et responsables représentatifs catalans et la fin immédiate des persécutions judiciaires contre eux.

Des centaines de personnes sont poursuivies. Deux conseillers (ministres) du gouvernement catalan sont encore en prison, trois en liberté sous forte caution et cinq réfugiés en Belgique pour éviter la prison. Deux membres d'associations défendant l'indépendance de la Catalogne sont emprisonnés. Des centaines de maires sont inculpés. D'autres procès s'annoncent contre des députés et ex-députés catalans, des professeurs...

Pour nous, toute attaque contre les droits démocratiques les plus fondamentaux, toute remise en cause du droit à exprimer librement ses propres opinions et à les défendre, en quelque partie de l'État espagnol que ce soit, constitue une menace pour la classe ouvrière de tout l'État espagnol et de tous les peuples.

Alors que dans toute l'Europe se développe une offensive sans précédent contre toutes les conquêtes sociales, au moment où, en Espagne, tous les droits arrachés par la classe ouvrière après la mort de Franco sont brutalement remis en cause, nous considérons de notre devoir de militants ouvriers responsables de faire nôtre l'exigence de liberté immédiate des emprisonnés et de l'arrêt de la persécution judiciaire. Et nous le défendons d'où que nous venions et, répétons-le, quelle que soit notre opinion personnelle sur le fondement du droit à l'autodétermination des peuples d'Espagne.

En faisant cette démarche, nous avons conscience de contribuer à déjouer le piège de la division et de l'affrontement entre les peuples que nous tend une monarchie en profonde crise, dans le but d'imposer une nouvelle réforme des retraites et une autre nouvelle réforme du Code du travail.

Convaincus que toute attaque contre les libertés fondamentales est immédiatement utilisée pour détruire les droits et les conquêtes de la classe ouvrière, il nous revient, comme militants venus de tout l'État espagnol (de Bilbao, à Séville, de Madrid, à Tarragone, etc.), de rassembler des forces pour surmonter les obstacles qui s'opposent à la lutte commune et fraternelle de tous les peuples de l'État espagnol pour leurs droits sociaux et démocratiques fondamentaux ;

Conscients de la place que la lutte de la classe ouvrière espagnole pour ses droits et pour la démocratie occupe depuis des décennies dans le cœur de la classe ouvrière de toute l'Europe ;

Conscients de l'importance que revêt la défense des droits démocratiques les plus fondamentaux au moment où dans tout le continent se développe une offensive sans précédent contre les droits des travailleurs ;

Nous décidons de nous adresser à vous, militants responsables ouvriers de tous les peuples d'Europe, pour vous demander de vous joindre à notre appel, sous la forme qui vous paraîtra la meilleure :

Liberté immédiate et inconditionnelle de tous les militants et responsables représentatifs catalans emprisonnés, et arrêt des poursuites judiciaires exercées au nom de l'application de l'article 155 de la Constitution.

Madrid, le 17 janvier 2018

Premiers signataires :

Luis González Sanz, syndicaliste des Commissions ouvrières (CCOO), Séville ; **José Miguel Villa Antoñana**, syndicaliste UGT, Madrid ; **Daniel Arranz**, socialiste, Biscaye ; **Pablo García-Cano**, syndicaliste de l'industrie des CCOO, Madrid ; **Roberto Tornamira**, socialiste, Madrid ; **Jesús Béjar**, syndicaliste des CCOO, membre du POSI, Getafe ; **César Serrano**, syndicaliste membre de la CE régionale des CCOO de Madrid ; **José A. Pozo**, syndicaliste UGT, Catalogne ; **Yolanda Adroher Pueyo**, syndicaliste de la FeSP-UGT (Fédération des services publics UGT), Catalogne ; **Xavier Martínez Martí**, syndicaliste FeSP-UGT, Catalogne ; **Rafael Aguilera Sánchez**, syndicaliste RMB UGT (Région métropolitaine de Barcelone) Catalogne ; **Juan José Casado Peña**, syndicaliste RMB-UGT Catalogne ; **Jordi Brémer Cuscó**, syndicaliste FeSP-UGT (secteur de la *Generalitat*), Catalogne ; **Xabier Arrizabalo**, professeur des universités, Madrid ; **Francisco Figueroa**, syndicaliste des CCOO, Séville ; **Ángel Tubau**, de *Información Obrera*, Barcelone ; **Jaume Bosch**, syndicaliste FeSP-UGT (secteur *Generalitat*), Catalogne ; **Juan Miguel Fernández Ruiz**, syndicaliste UGT, Madrid ; **Joan Galera**, Coordinationa del Mar (Coordination de la mer), Tarragone ; **Jordi Romero**, docker, Barcelone ; **Miguel González**, syndicaliste UGT, Barcelone ; **Óscar Reina**, secrétaire général du Syndicat Andalou des Travailleurs ; **Luis Ocampo**, Gauche castillane ; **Francisco j. Cepeda**, syndicaliste des CCOO, Madrid ; **Benjamín Bastida**, professeur émérite de l'Université de Barcelone ; **Teresa Virgili**, professeur émérite de l'Université de Barcelone ; **Juanjo Llórente Albert**, conseiller municipal d'Aldaia (Valence) ; **Carol Pino**, conseillère municipale d'IU (Gauche Unie) de Alacuás, Valence ; **Blas Ortega**, syndicaliste UGT, Valence ; **Enrique Herrero Heras**, conseiller municipal de Getafe ; **Francisco Aldecoa**, conseiller municipal de Getafe ; **José A. Iniesta Martín**, socialiste, Barcelone ; **Iñaki Merino**, socialiste, Biscaye ; **José A. Fernández Guerras**, socialiste, Madrid ; **Baltasar Santos**, socialiste, Tarragone ; **José A. Rodríguez**, syndicaliste UGT, Catalogne ; **Natacha Sánchez Aceña**, syndicaliste Auchan, Leganés ; **Manuel Cuso**, syndicaliste UGT, Madrid ; **Mikel González Sola**, syndicaliste UPTA (Union des professionnels et travailleurs autonomes), **Joseba Izaga**, syndicaliste des LAB (administration du Pays basque) ; **Joseba Estrade**, avocat, Pays basque ; **Manuel Ruiz Roble**, capitaine de navire ; **Vicente Pitarch i Almela**, écrivain ; **Alberto Gordo**, syndicaliste UGT, mairie de Vila-real ; **José Almela**, syndicaliste UGT ; **Pablo Magnieto**, membre de la Gauche Unie de Castellon.

Adressez vos soutiens à :
Comité pour l'Alliance des travailleurs et des peuples (CATP)
coordinadora.catp@gmail.com